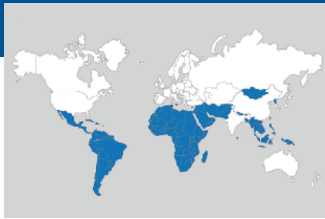


Autres pays en développement



À : Négociateurs des autres pays en développement à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.
Inclus : Afrique, Amérique du Sud et centrale, Asie du Sud et du Sud-Est, Moyen-Orient, et les États insulaires de l'océan indien, du Pacifique et des Caraïbes.

Objectifs

Nos gouvernements cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les États se sont mis d'accord pour contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C (article 2). Nous devons donc décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, nos émissions augmenteront considérablement. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel. (cf. verso pour des données supplémentaires)
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître le boisement (afforestation).**
3. **Quel montant nous voulons recevoir des pays développés** qui se sont engagés à financer le Fonds vert pour le climat. Ce fonds est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide aux pays en développement pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions et à s'adapter au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être dévastatrices. Nous sommes extrêmement vulnérables aux sécheresses, épidémies, inondations, baisses des récoltes et autres bouleversements sur nos écosystèmes causés par le changement climatique. Notre survie est en jeu et bien que les autres pays l'ont peut-être oublié, l'accord de Paris inclut la limite des 1,5°C de réchauffement pour laquelle nous avons déployé d'importants efforts. En tant que pays les plus pauvres de la planète, nous n'avons pas les moyens, ni pour financer les investissements vers les énergies propres, ni pour atténuer nos émissions et nous adapter au changement climatique. Par conséquent, à l'heure actuelle, mettre en place des mesures ambitieuses est difficile à imaginer.

Opinion publique

Il y a une préoccupation grandissante à l'égard du changement climatique au sein de la population alors que celle-ci constate de visu ses conséquences. Nous savons que sans réaction, nous serons les plus touchés : l'élévation du niveau de la mer déplacera des centaines de millions de personnes, et certains pays, comme les îles de faible altitude, disparaîtront. Nos citoyens veulent vivre dans un environnement sain où ils pourront nourrir, vêtir et loger leurs familles, avoir un emploi décent et avoir accès à un système de santé comme dans les pays développés.

Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi l'opportunité de limiter nos émissions de GES liées à la déforestation et à la dégradation des terres. Les pays en développement possèdent les principales forêts tropicales et malheureusement, la déforestation y est substantielle. Les programmes pour protéger les forêts peuvent réduire les émissions globales et pourraient être financés par les pays riches. Au verso de cette page, vous trouverez des données qui pourront vous être utiles lors de vos négociations.

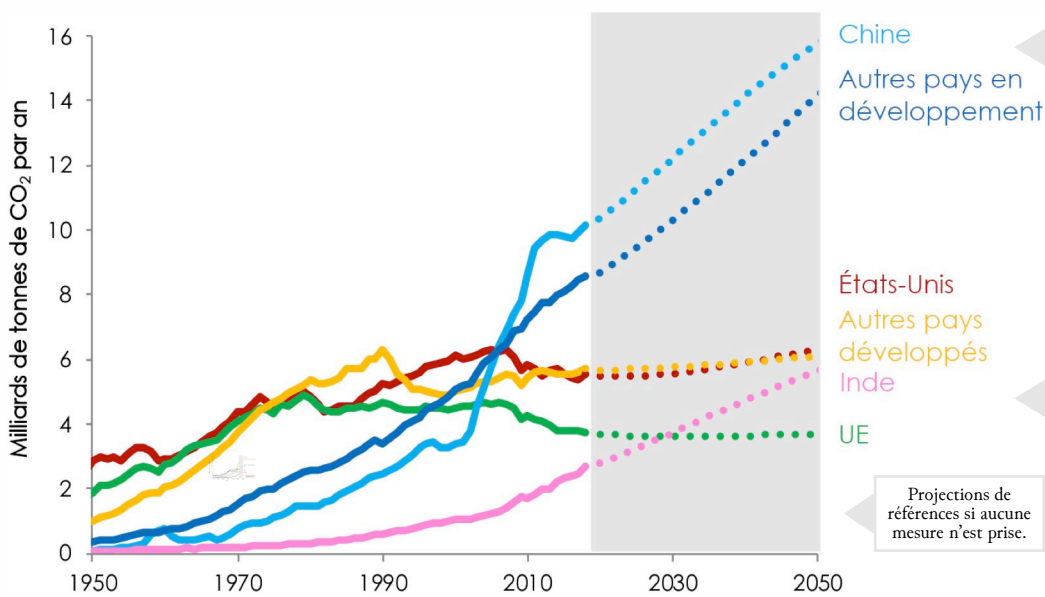
Action nationale

Avant tout, nous devons défendre notre droit à nous développer et à sortir nos populations de la pauvreté. Nous sommes prêts à faire ce qui est en notre pouvoir pour réduire nos émissions de GES, et la quasi-totalité de nos pays ont déposé des engagements à l'ONU pour lutter contre le changement climatique. La plupart de ces engagements n'incluent pas encore de plans pour plafonner les émissions mais ils proposent de ralentir l'augmentation des émissions de GES jusqu'en 2030. Les pays riches de la planète doivent s'accorder sur des mesures plus significatives, à la hauteur de leurs contributions historiques à ce problème. Nous ne continuerons pas à payer le prix de leurs émissions passées.

Contexte international

- Les pays développés nous pousseront à réduire nos émissions car elles augmentent plus rapidement que les leurs. Cependant, leurs taux d'émission par personne sont bien plus élevés que les nôtres (par exemple, le taux d'émissions de CO₂ par personne aux États-Unis est 95 fois plus élevé que celui d'un habitant du Mali).
- Les pays développés ont initié la crise climatique et doivent en prendre la responsabilité. Ces pays ont utilisé les énergies fossiles pour bâtir leurs économies et enrichir leurs populations, souvent en exploitant nos peuples et nos ressources naturelles. Ils vont nous demander de réduire nos émissions avant que nos peuples puissent avoir une chance d'atteindre, un tant soit peu, le niveau de développement économique dont ils jouissent aujourd'hui.

Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles

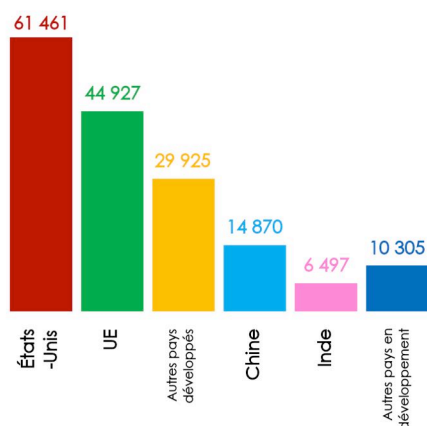


La **Chine** est le plus grand émetteur de CO₂ au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des **pays en développement** devraient tripler d'ici 2100.

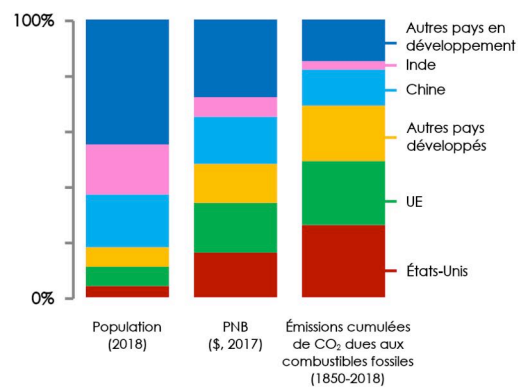
Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions de CO₂ de 4,5% par an entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Plus récemment, le Royaume-Uni a réduit ses émissions de 3,5%/an en moyenne entre 2007 et 2017. Sinon, les réductions d'émissions les plus significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques.

PNB par personne

(à parité du pouvoir d'achat en US Dollars, 2017)

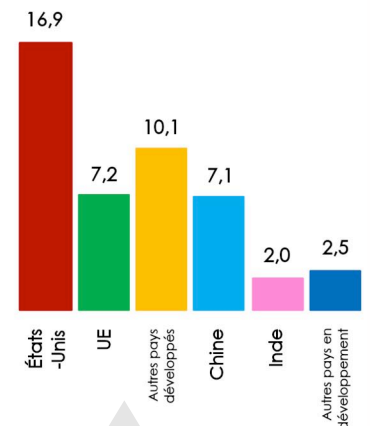


Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne

(tonnes de CO₂ par an, 2018)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (**États-Unis**, **UE** et les **autres pays développés**) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (**Chine**, **Inde** et **autres pays en développement**) dépassent de beaucoup celles des pays développés. Si aucune action n'est entreprise, les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 36% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions de CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en **Chine** et en **Inde** (respectivement de 394% et 349%) mais ont diminué aux **États-Unis** et dans l'**UE** (respectivement de 21% et 30%).